

DISTRIBUTION GAZ

CCE de GRDF
du 17 mars

La séance du CCE de GrDF s'est déroulée au siège de GrDF, 6 Rue Condorcet 75009 Paris.
Président de séance: **Patrick BONNEAU**. Secrétaire : **Thierry DALOT**.

La CGT avait des choses à dire, mais pas sous la contrainte !

En préambule de la séance, la délégation CGT a fait lecture d'une déclaration dénonçant des procédés d'un autre temps !

En effet, lundi 7 mars 2016 à 09h00, un membre de notre Comité, en la personne de Frédéric PROBEL, a été, à la demande des entreprises, sommé de libérer les locaux syndicaux, après avoir récupéré ses affaires, désactivation de son badge d'accès, en la présence d'un huissier de justice, d'un représentant de COFELY et d'un vigile.

Aucun courrier, aucun avertissement ni mise en demeure préalable ! Pourquoi ?

Pourtant, un accord écrit existe depuis novembre 2013 du propriétaire ENGIE, d'ERDF-GRDF et du syndicat CGT Energie Bagneux dont Frédéric est le secrétaire général, afin de déménager vers de nouveaux locaux sur le même site, et en dehors du périmètre badgé du commercialisateur ENGIE.

Suite aux différentes interventions syndicales de notre fédération, les badges étaient réactivés à 13h30 ce même jour, mais avec une demande de quitter les lieux au 18 mars 2016.

Nous considérons cette position comme une attaque illégale contre notre organisation syndicale locale, et en particulier vis-à-vis de son premier représentant en l'occurrence membre du CCE de GRDF.

Cela s'apparente à des méthodes de voyous, cherchant la confrontation physique pour obtenir satisfaction, au mépris des chartes éthiques d'ENGIE et de GRDF, qui précisent en particulier d'avoir une attitude respectueuse des personnes et d'agir en conformité avec les lois et règlements.

Le CCE de ce jour s'est ouvert en la présence du Directeur Général de GRDF, Mr Edouard SAUVAGE.

Les délégations membres du CCE CFTD, CFE-CGC et FO sont intervenues afin d'apporter tout leur soutien à la légitime revendication CGT et appellent, elles aussi la direction nationale à trouver les vraies solutions d'apaisement, comme nous l'avons proposé depuis le début de la séance de ce jour.

Après une suspension de séance à l'initiative des élus CGT et quelques appels téléphoniques de la Direction de GRDF à ENGIE, le Président de l'organisme ainsi que le Directeur Général nous ont indiqué qu'un simple délai pour déménager semblait possible de manière provisoire.

ENGIE invoquant un jour le refus de GRDF de payer les loyers, GRDF s'appuyant le jour d'après sur une injonction de la CRE concernant la présence de salariés Distributeurs dans les locaux du commercialisateur, ENGIE qui prétend également qu'il n'y a pas de « dead line (date butoire) », nous ont convaincu que ce simple délai au conditionnel était de nature à nous tromper encore une fois.

L'ensemble de la délégation CGT a donc décidé de quitter la séance pour protester contre ces méthodes d'un autre temps.

Dans la foulée et suite à notre départ, le Directeur Général n'a pas hésité à quitter ponctuellement le CCE pour nous rejoindre dans nos locaux syndicaux et nous exprimer son ignorance et sa désapprobation des conditions et faits du 7 mars, notamment concernant la présence de l'huissier.

Il semblait sincèrement mal à l'aise, surtout si on se base sur son interview dans le « WE LOVE GAZ » de janvier où il déclare « détester la mauvaise fois » et « les inspecteurs des travaux finis » et « apprécier l'engagement de chacun ».

Dont acte : les heures et les jours qui suivent devraient permettre de trouver une solution acceptable par tous et éviter un bras de fer avec notre organisation syndicale à tous les niveaux de nos entreprises.

lire notre déclaration



Composition de la délégation CGT au CCE du 17 mars 2016

Bernard BATTU,
Christophe GONNET,
Daniel ROUBY,
Didier CHABARD,
François LEFEBVRE,
Frédéric PROBEL,
Frédéric SCHEELINCK,
Gilles SOLAIRE,
Jean-Pierre RONDINEAU,
Karim ABED,
Lionel DAYET,
Michel LAPLANTE,
Pascal BERGER,
Philippe CASTETS,
Serge BILLAUT,
Thierry DALOT,
Thierry JOURNET,
Thomas DUTEL,
Jean-Pierre SARAILLON (RS).



La CGT n'ayant pas pu s'exprimer valablement lors de la séance, vous trouverez donc l'ensemble des éléments préparés, à savoir les déclarations et avis sur les points de l'ordre du jour.

lire notre 2ème déclaration liminaire sur ATRD5 et les autres thèmes abordés

Intervention d'Edouard SAUVAGE, Directeur Général de GRDF

Les Délégués Syndicaux Centraux de GRDF sont conviés.

Au vu des explications ci-dessus, la délégation CGT n'a pu assister à cette intervention. Nul doute que le Directeur Général saura reprogrammer une rencontre sur le thème du jour avec les membres de la délégation CGT.

Fonctionnement du CCE – point reporté à une date ultérieure

- **Approbation du PV du 28/01/2016**
- **Budget prévisionnel 2016 - pour Avis**
- **Projet de Règlement Intérieur du CCE - pour Avis**

Compte tenu du départ des membres CGT du Comité, les membres siégeant ce jour ont demandé le report de la totalité de ce point à une date ultérieure.

Projet EOAI REX de l'expérimentation PIXI - pour Information Projet de généralisation dans le cadre de la mise en place des pilotes urbains - pour Avis

Lors du précédent CCE, et au **contraire d'une organisation syndicale** qui s'estimait suffisamment informée pour donner un avis (avec **seulement 22 réponses à l'enquête de la direction**), les élus CGT avaient voté une résolution exigeant un retour d'expérience sérieux et des éléments d'information sur les coûts de mise en œuvre du projet PIXI. Rappelons que ce projet vise à remplacer le couple « portable + PDA » par un couple « smartphone + tablette », équipés des applications GMAO, CII, Omni et Copilot...

Le délai supplémentaire a permis à la direction d'enrichir le retour d'expérience et de donner les éléments manquants. Cependant, il ressort de ce REX que, si la mise en main semble correcte, de très nombreux bugs subsistent, dont par exemple, la coupure du géo positionnement lors de la mise en veille de la tablette, ce qui reste un souci majeur au regard de la finalité de cette fonctionnalité liée à l'Intervention de Sécurité.

La prolongation d'un mois de la période d'essai a néanmoins permis de régler quelques problèmes - ce qui est pour le moins nécessaire - étant donné que la phase suivante est la « mise à disposition » de ce matériel aux quelques 500 agents concernés par la mise en place des pilotes urbains.

Quoi qu'il en soit, et compte tenu que nous portons un regard très négatif sur la transformation des entreprises, **nous aurions, si nous avions participé à cette séance, porté un avis négatif sur ce projet**, destiné à augmenter les gains de productivité, sans amélioration des conditions de travail des agents concernés.

lire notre déclaration et l'avis que nous aurions rendus

Bilan Formation GRDF 2015 - pour Avis

Ce que les élus CGT auraient déclaré !

Malgré une réalisation à 90% du Plan, celui-ci a subi une baisse drastique, tant sur le volume d'heures que sur le nombre de salariés formés !

Les catégories légales, notamment celle développant les compétences et donnant accès à une reconnaissance, sont aux antipodes des besoins et attentes des salariés, démontrant ainsi le manque d'ambition flagrant de la direction de GRDF !!!

Sur le suivi de la formation par tranches d'âges, si le constat est fait que les jeunes sont plus formés que les « anciens », la part des femmes parmi cette catégorie de personnels est en chute par rapport au bilan de 2014.

Les publics prioritaires (femmes, seniors, salariés en situation de Handicap, avec BEP / CAP ou sans diplômes), et sans formation depuis trois ans, sont encore une fois de plus les oubliés de ce plan.

Les coûts de formation subissent également une coupe sombre, avec 4,7 M€ de moins, démontrant des arbitrages sombres sur la formation.

La part de la masse salariale consacrée à la formation passe de 5,9% en 2014 à 4,9% en 2015, perpétuant une chute initiée en 2013.

Concernant les besoins en formations au sein de GRDF : La CGT dénonce une politique d'entreprise qui ne met pas les moyens humains en adéquation avec les besoins de formateurs ! Pour preuve, les 9 emplois non pourvus à ce jour à ENERGY Formation.

Pour l'ensemble des motifs évoqués ci-avant, **les élus CGT - s'ils avaient participé à cette séance - auraient émis un avis négatif sur le Bilan Formation GRDF 2015.**

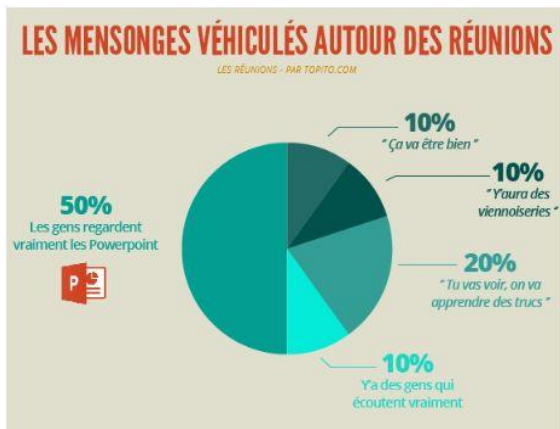
lire l'avis que nous aurions rendu





Présentation des résultats de l'enquête C'est à vous ! 2015 - pour Information

Ce que l'on peut retenir de cette enquête réalisée en interne, et indépendamment des réserves quant à la sincérité des réponses (même si les organisateurs assurent de l'anonymat), la participation se fait via intranet à partir de son poste professionnel !

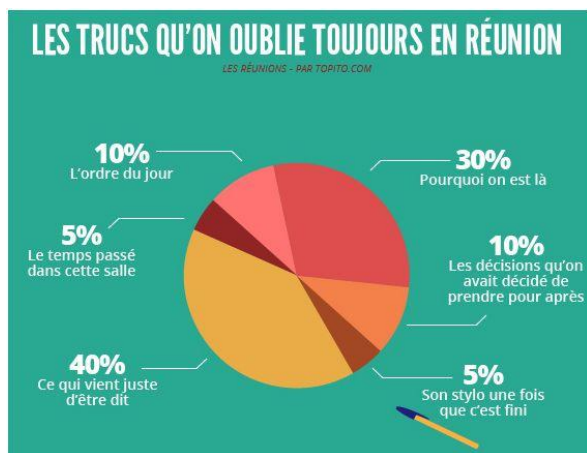


Au sein des DR, 42% des agents estiment que la situation générale de leur unité se dégrade, et 34% avec le même sentiment toutes unités confondues. Le fort décalage de perception de la situation générale à GRDF entre les cadres dirigeants d'une part et la maîtrise de proximité et l'exécution d'autre part, est largement mis en évidence pour près de 73% de l'effectif global.

La rupture est actée entre ceux qui « pensent » les projets et ceux qui les « subissent ».

D'après les résultats de l'enquête, 10% des membres de CODIR contestent les orientations stratégiques de GRDF, ou pire, ne les connaissent pas !!!

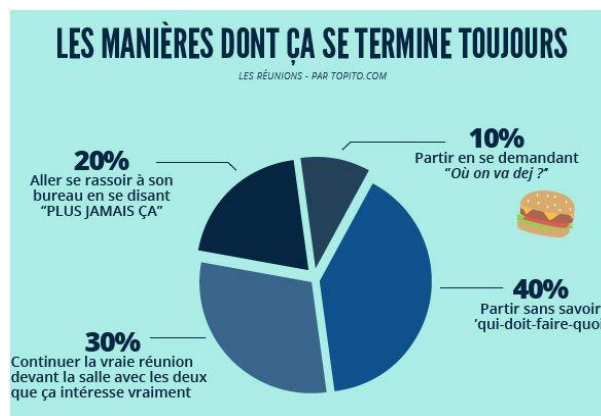
44% des agents ne comprennent pas le lien entre leurs objectifs individuels et ceux de GRDF !



Il est à relever que les agents restent impliqués dans leur travail, qu'ils en font plus que ce qui est normalement attendu. Mais pour combien de temps ? Car les agents sont 35% à être pessimistes sur leur avenir au sein de GRDF ! Serait-ce dû au fait qu'ils sont presque 60% à ne pas comprendre, faute d'informations, toutes les implications du projet EOAI ? Ou encore parce que 51% des sondés estiment ne pas pouvoir s'exprimer librement sur les projets imposés ?

Le gros point noir reste, sans surprise, la rémunération et la reconnaissance (60% de mécontents), malgré toute la communication des directions pour entraîner les agents vers un système de pensée basée sur la rémunération globale en faisant l'impasse sur le Salaire National de Base (SNB).

Les agents ont d'ailleurs placé la reconnaissance, la gestion de carrière et la formation comme les priorités d'action à mettre en place.



L'enquête 2016 est en cours... Dans l'attente des résultats, nous verrons bien comment les directions prennent en compte les attentes déjà exprimées par les agents.

la déclaration que nous aurions lue

*prochain CCE de GRDF
le 14 avril 2016*

